

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

der

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 30 mars 1918.

N^o 17.

Samstag, 30. März 1918.

Arrêté grand-ducal du 26 mars 1918, concernant l'admission et l'avancement du personnel de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grace de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu les art. 1^{er} et 5 de la loi du 29 juillet 1913, sur la revision des traitements des fonctionnaires et employés de l'État;

Revu Notre arrêté du 4 décembre 1907, concernant l'avancement du personnel des bureaux de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Nul ne sera admis au service de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier, s'il n'a fait preuve dans un examen des connaissances requises. Sont dispensés de cet examen les porteurs du diplôme de maturité ou de capacité délivré par un établissement d'enseignement moyen de l'État.

Art. 2. Cet examen sera subi devant une commission à instituer par le Gouvernement et qui se compose de trois membres effectifs et d'un membre suppléant.

Les membres de la commission, parents ou alliés d'un candidat jusqu'au 4^{me} degré inclusivement, doivent se recuser.

Großh. Beschluß vom 26. März 1918, die Beförderung der Beamten der Sparkasse und der Grundkreditanstalt betreffend.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht der Art. 1 und 5 des Gesetzes vom 29. Juli 1913, betreffend Neuordnung der Gehälter der Staatsbeamten und Angestellten;

Nach Wiedereinsicht Unseres Beschlusses vom 1. Dezember 1907, die Beförderung des Bureau-personals der Sparkasse und der Grundkreditanstalt betreffend;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil:

Saben beschloffen und bejähleffen:

Art. 1. Niemand wird bei der Sparkasse und Grundkreditanstalt angestellt, wenn er nicht durch eine Prüfung die erforderlichen Kenntnisse nachgewiesen hat. Die Inhaber eines von einer staatlichen mittleren Unterrichtsanstalt ausgestellten Reife- oder Fähigkeitszeugnisses sind von dieser Prüfung entbunden.

Art. 2. Diese Prüfung wird vor einer durch die Regierung einzusetzenden Kommission abgelegt, welche aus drei wirklichen Mitgliedern und einem Ergänzungsmitglied besteht.

Die Kommissionsmitglieder, welche mit einem der Kandidaten bis zum vierten Grade einschließlicly verwandt oder verschwägert sind, müssen von der Prüfung zurücktreten.

La commission détermine elle-même le mode de procéder dans les opérations de l'examen.

Art. 3. Les épreuves sont écrites et orales. Après l'épreuve écrite la commission statue sur l'admission du candidat à l'épreuve orale.

Après les deux épreuves la commission décide, si le candidat possède les connaissances requises.

Art. 4. Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix: elles sont sans recours.

Art. 5. Les candidats au grade de commis doivent subir, avant d'être admis au stage, un examen qui porte sur les matières suivantes:

- a) la connaissance des langues française et allemande;
- b) l'arithmétique;
- c) la géographie politique, et
- d) les notions générales sur la Constitution et l'organisation politique du Grand-Duché.

Art. 6. L'examen définitif d'admission des stagiaires porte sur les matières suivantes:

- a) la connaissance des lois et règlements concernant la Caisse d'épargne, le Crédit foncier et les Habitations à bon marché;
- b) la rédaction en français et en allemand de lettres sur des sujets empruntés aux mêmes lois et règlements;
- c) les placements de fonds à intérêts simples, et à intérêts composés, les prêts à annuités avec tableau d'amortissement, la comptabilité en partie simple et les notions générales sur la comptabilité en partie double;
- d) les notions générales sur l'instruction des prêts hypothécaires.

Art. 7. Les commis n'auront droit à la cin-

Die Kommission bestimmt selbst das bei der Prüfung einzuhaltende Verfahren.

Art. 3. Die Prüfung geschieht schriftlich und mündlich. Nach der schriftlichen Prüfung beschließt die Kommission über die Zulassung der Bewerber zur mündlichen Prüfung.

An der Hand beider Prüfungen entscheidet die Kommission darüber ob der Bewerber die nötigen Kenntnisse besitzt.

Art. 4. Die Kommission entscheidet mit Stimmenmehrheit; gegen deren Beschlüsse ist eine Berufung nicht zulässig.

Art. 5. Die Anwärter für den Rang eines Kommiss müssen, vor ihrer Zulassung zur Probe dienzeit, eine Prüfung über folgende Gegenstände ablegen:

- a) Kenntnis der französischen und deutschen Sprache;
- b) Rechnen;
- c) politische Geographie und
- d) allgemeine Begriffe über die Verfassung und die politische Organisation des Großherzogtums.

Art. 6. Die endgültige Aufnahmeprüfung der probeweise Angestellten erstreckt sich auf folgende Gegenstände:

- a) die Kenntnisse der Gesetze und Reglemente über die Spartasse, die Grundkreditanstalt und die billigen Wohnungen;
- b) das Abfassen von französischen und deutschen Korrespondenzen über diesen Gesetzen und Reglementen entlehnte Stoffe;
- c) das Anlegen von Geldern auf Zinsen und Zinseszinsen, die Darlehen auf Annuitäten nebst Tilgungstabelle, die einfache Buchführung und allgemeine Kenntnisse über die doppelte Buchführung;
- d) allgemeine Kenntnisse über die Instruktion der Hypothekendarlehen.

Art. 7. Die Kommiss erhalten ein Anrecht auf

quième triennale qu'après avoir subi avec succès un examen sur les matières suivantes:

a) la connaissance approfondie des lois et règlements concernant la Caisse d'épargne, le Crédit foncier et les Habitations à bon marché;

b) la rédaction en français et en allemand de lettres et de rapports sur des sujets empruntés aux mêmes lois et règlements;

c) la question de change et d'escompte, les fonds publics, les divers systèmes monétaires, la comptabilité en partie double et l'établissement d'un bilan de banque;

d) l'instruction des demandes de prêts hypothécaires et les notions générales sur les lois qui régissent la matière des prêts hypothécaires.

Art. 8. La commission tiendra compte de la branche de service dans laquelle le candidat est occupé; elle interrogera plus spécialement sur les matières sub lit. *c* des deux articles précédents les employés de la Caisse d'épargne ainsi que ceux qui sont occupés dans la comptabilité du Crédit foncier et des Habitations à bon marché; sur les matières sub *d* les employés occupés dans l'instruction des demandes de prêts hypothécaires.

Sur leur demande les candidats peuvent être examinés plus spécialement sur l'une ou l'autre de ces matières.

Art. 9. Nul ne sera nommé garçon de bureau s'il n'a passé avec succès un examen sur les matières suivantes:

a) langue française (dictée facile);

b) langue allemande (dictée et reproduction faciles);

c) arithmétique (telle qu'elle est enseignée dans les écoles primaires);

d) géographie (telle qu'elle est enseignée dans les écoles primaires);

e) calligraphie.

die fünfte dreijährige Gehaltszulage nach erfolgreich abgelegter Prüfung über nachstehende Gegenstände:

a) die gründliche Kenntnis der Gesetze und Reglemente über die Sparkasse, die Grundkreditanstalt und die billigen Wohnungen;

b) das Abfassen von französischen und deutschen Korrespondenzen und Berichten über Stoffe, welche denselben Gesetzen und Reglementen entnommen sind;

c) die Wechsel- und Stontofragen, die Staatspapiere, die verschiedenen Währungssysteme, die doppelte Buchführung sowie die Aufstellung einer Partbilanz;

d) die Instruktion der Gesuche um hypothekarische Darlehen sowie allgemeine Kenntnisse über die einschlägigen Gesetze.

Art. 8. Die Kommission nimmt bei der Prüfung Rücksicht auf den Dienstzweig, in welchem der Bewerber angestellt ist. So wird sie die Beamten der Sparkasse sowie diejenigen, welche mit der Buchführung der Grundkreditanstalt und der billigen Wohnungen beschäftigt sind, eingehender über die unter *c* bezeichneten Gegenstände, und über die unter *d* bezeichnen die mit den hypothekarischen Darlehensgesuchen beschäftigten Beamten prüfen.

Auf ihr Gesuch können die Bewerber eingehender über den einen und den andern dieser Gegenstände geprüft werden.

Art. 9. Niemand kann zum Saaldieners ernannt werden, bevor er mit Erfolg eine Prüfung in folgenden Fächern bestanden hat:

a) französische Sprache (leichtes Diktat);

b) deutsche Sprache (leichtes Diktat und Wiedergabe eines Schriftstückes);

c) Arithmetik (so wie sie in den Primärschulen gelehrt wird);

d) Geographie (so wie sie in den Primärschulen gelehrt wird);

e) Schönschreiben.

Sont dispensés de cet examen 1^o ceux qui ont fait pendant trois ans au moins du service militaire dans le corps des volontaires à Luxembourg; 2^o ceux qui ont subi l'examen prescrit par l'art. 4 de l'arrêté du 25 mai 1917 pour être admis au stage d'expéditionnaire.

Art. 10. Le candidat qui s'est présenté deux fois à la même épreuve sans succès ne peut plus se présenter.

Art. 11. Les art. 1^{er} à 8 inclusivement de l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 1907, concernant l'avancement du personnel des bureaux de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

Art. 12. Le temps passé dans le service de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier vaut comme stage au vu de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juillet 1913 prérapplée.

Art. 13. Les commis actuellement en fonctions qui ont subi avec succès l'examen prescrit par l'art. 7 de l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 1907 pour le grade de commis de 1^{re} classe, sont censés avoir satisfait au vu de l'art. 5 de la loi du 29 juillet 1913 pour avoir droit à la cinquième triennale.

Art. 14. Les dispositions de l'art. 1^{er} de la prédite loi de 1913 ne sont pas applicables aux emplois tels que concierge, chauffeur etc.

Art. 15. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 26 mars 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.

Von dieser Prüfung sind entbunden 1. diejenigen, welche während wenigstens drei Jahren bei der Freiwilligencompagnie zu Luxemburg gedient haben; 2. diejenigen, welche die durch Art. 4 des Beschlusses vom 25. Mai 1917 über die Zulassung zur Probendienstzeit als Kanzleigehilfe vorgesehene Prüfung bestanden haben.

Art. 10. Der Bewerber, welcher sich zweimal ohne Erfolg derselben Prüfung unterzogen hat, kann nicht mehr zur Prüfung zugelassen werden.

Art. 11. Die Art. 1 bis 8 einschließlich des Großh. Beschlusses vom 4. Dezember 1907, die Beförderung des Bureaupersonals der Sparkasse und der Grundkreditanstalt betreffend, sind außer Kraft gesetzt.

Vorübergehende Bestimmungen.

Art. 12. Die im Dienste der Sparkasse und der Grundkreditanstalt verbrachte Zeit gilt als Probendienstzeit im Sinne von Art. 1 des vorbezogenen Gesetzes vom 29. Juli 1913.

Art. 13. Von den gegenwärtig im Dienste stehenden Commis, welche mit Erfolg die durch Art. 7 des Großh. Beschlusses vom 4. Dezember 1907 für den Grad eines Commis 1. Klasse vorgesehene Prüfung bestanden haben, wird angenommen, daß sie die in Art. 5 des Gesetzes vom 29. Juli 1913 zur Erlangung der fünften dreijährigen Gehaltszulage gestellte Bedingung erfüllt haben.

Art. 14. Die Bestimmungen unter Art. 1 des vorbezogenen Gesetzes von 1913 finden auf Anstellungen als Pförtner, Heizer usw. keine Anwendung.

Art. 15. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 26. März 1918.

Maria Adelsheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. KAUFFMAN.

Arrêté grand-ducal du 23 mars 1918, concernant les scellés et plombs administratifs apposés en vertu des arrêtés pris en matière de ravitaillement.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grace de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.:

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 4 juin 1917, concernant le régime du lait et de certains produits laitiers;

Vu l'art. 16 de l'arrêté grand-ducal du 31 juillet 1917, concernant le régime de la récolte de blé;

Vu l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 13 août 1917, concernant la vente d'appareils servant au concassage ou à la mouture du blé respectivement à la séparation de la farine et des sons;

Vu l'art. 22 de l'arrêté du 16 octobre 1917, concernant l'utilisation et le concassage des menus grains de blé, ainsi que la mouture et le concassage de l'avoine, de l'orge, du sarrasin et des légumineuses;

Vu l'art. 1^{er} de l'arrêté du 9 janvier 1918, concernant le concassage de l'avoine, de l'orge, du sarrasin et des légumineuses;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil:

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les détenteurs d'appareils mis sous scellés ou plombs administratifs en vertu des arrêtés prévus doivent porter immédiatement à la connaissance des agents de l'administration des contributions et accises compétents tout bris, tout endommagement ou toute modification quelconque des scellés et plombs.

Großh. Beschluß vom 23. März 1918, betreffend die auf Grund der Beschlüsse über die Lebensmittelversorgung angelegten Amtssiegel und Kleberschlüsse.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 1 des Großh. Beschlusses vom 4. Juni 1917, betreffend das Regim der Milch und gewisser Milchprodukte;

Nach Einsicht des Art. 16 des Großh. Beschlusses vom 31. Juli 1917, betreffend das Regim der Brotgetreideernte;

Nach Einsicht des Art. 3 des Großh. Beschlusses vom 13. August 1917, betreffend Verkauf von Apparaten, die zum Vermahlen oder Verschrotten von Getreide bezw. zur Aussonderung von Mehl und Kleie dienen;

Nach Einsicht des Art. 22 des Beschlusses vom 16. Oktober 1917, betreffend Verwertung und Verschrotten des Hintergtreides sowie Vermahlen und Verschrotten des Hafers, der Gerste, des Heidekorns und der Hülsenfrüchte;

Nach Einsicht des Art. 1 des Beschlusses vom 9. Januar 1918, betreffend das Verschrotten des Hafers, der Gerste, des Heidekorns und der Hülsenfrüchte;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Inhaber von auf Grund vorerwähnter Beschlüsse mit Amtssiegel oder Kleberschluß versehenen Apparaten haben jeden Bruch, jede Beschädigung oder jedwede Veränderung der Siegel und Kleberschlüsse unverzüglich zur Kenntnis der zuständigen Agenten der Steuer- und Akzisenverwaltung zu bringen.

Art. 2. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines comminées par les arrêtés prévus, en vertu desquels l'apposition des scellés ou plombs avait été opérée.

Art. 3. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 23 mars 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les Membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

Arrêté du 22 mars 1918, concernant l'examen des taureaux et des verrats destinés à la saillie des animaux d'autrui, ainsi que l'allocation de primes pour les races bovine et porcine et de subsides pour boues et chèvres.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu le règlement du 21 avril 1913, sur l'amélioration de la race des bêtes à cornes et de celle des pores;

Vu les propositions de la Commission d'agriculture du 24 novembre 1917;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont désignés pour faire partie des commissions cantonales chargées d'examiner et d'admettre à la saillie, dans chacune des communes des cantons respectifs, les taureaux et les verrats destinés à la monte des animaux d'autrui pendant l'année 1918-1919:

Canton de Capellen.

MM. J.-P. Hemmer, fils, agriculteur à Bascharage, président; Nic. Olinger, propriétaire à Fingig, et J.-P. Weirich-Heuertz, propriétaire à Holzem, membres; Jean Mamer, propriétaire à Septfontaines, membre suppléant.

Art. 2. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch die vorerwähnten Beschlüsse, auf Grund derer das Anlegen der Siegel oder Kleiverschlüsse vorgenommen wurde, angedrohten Strafen bestraft.

Art. 3. Unser General Director des Ackerbaus, der Industrie und des Handels ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der im „Memorial“ veröffentlicht werden soll.

Luxemburg, den 23. März 1918.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Beschluß vom 22. März 1918, die Untersuchung der zur Bespringung fremder Tiere bestimmten Stiere und Eber, sowie die Bewilligung von Prämien für die Hornvieh- und Schweinerasse, und Subsidien für Wöde und Ziegen betreffend.

Der General Director des Ackerbaus, der Industrie und des Handels:

Nach Einsicht des Reglements vom 21. April 1913, über die Zucht der Hornvieh und Schweinerassen,

Nach Einsicht der Anträge der Ackerbaukommission vom 24. November 1917;

Beschließt:

Art. 1. Zu Mitgliedern der mit der Untersuchung und der Annahme der in jeder Gemeinde der respektiven Kantone während 1918-1919 zum Bespringen fremder Tiere bestimmten Stiere und Eber beauftragten Kantonalcommissionen sind ernannt:

Kanton Capellen.

H. Johann Peter Hemmer Sohn, Landwirt zu Niederkerfchen, Präsident; Nic. Olinger, Eigentümer zu Fingig, und J. P. Weirich-Heuertz, Eigentümer zu Holzem, Mitglieder; Joh. Mamer, Eigentümer zu Zimmern, ergänzendes Mitglied.

Canton de Clervaux.

MM. Michel *Glesener*, agriculteur à Bavange, président; Théod. *Boewer*, propriétaire à Neunhausen, et Alph. *Theis*, propriétaire à Binsfeld, membres; Nic. *Linden*, propriétaire à Marnach, membre suppléant.

Canton de Diekirch.

MM. H. *Schintgen*, agriculteur à Fouten, président; Camille *Mathey*, propriétaire à Stegen, et Félix *Steichen*, propriétaire à Burden, membres; J.-P. *Kass*, propriétaire à Mertzig, membre suppléant.

Canton d'Echternach.

MM. Pierre *Lehnertz*, agriculteur à Zättig, président; Jean *Kinnen*, propriétaire à Rippig, et Nicolas *Léonardy*, propriétaire à Dickweiler, membres; Mich. *Brunzen*, propriétaire à Echternach, membre suppléant.

Canton Esch.-Uz.

MM. M. *Diederich*, agriculteur à Bergem, président; Louis *Gouillon*, propriétaire à Livange, et Em. *Hoos*, propriétaire à Ehlange, membres; Jean *Weber*, fils, fermier à Limpach, membre suppléant.

Canton de Grevenmacher.

MM. Victor *Putz*, agriculteur à Godbrange, président; Jean *Barthel*, propriétaire à Munsdorf, et Pierre *Weis*, propriétaire à Wasserbillig, membres; J.-B. *Didier*, propriétaire à Rodembourg, membre suppléant.

Canton de Luxembourg.

MM. J.-B. *Wrieker*, agriculteur à Sandweiler, président; Em. *Kayser*, propriétaire à Oetrange, et J.-N. *Eruet*, propriétaire à Hamm, membres; Viet. *Bos*, propriétaire à Medingen, membre suppléant.

Canton de Mersch.

MM. Émile *Erpelding*, agriculteur à Tuntange, président; Alb. *Souviqnier*, propriétaire à

Canton Clerv.

H. Michel *Glesener*, Landwirt zu Bögen, Präsident; Theod. *Boewer*, Eigentümer zu Neunhausen, und Alph. *Theis*, Eigentümer zu Binsfeld, Mitglieder; Nic. *Linden*, Eigentümer zu Marnach, ergänzendes Mitglied.

Canton Diekirch.

H. S. *Schintgen*, Landwirt zu Fouten, Präsident; Cam. *Mathey*, Eigentümer zu Stegen, und Felix *Steichen*, Eigentümer zu Würden, Mitglieder; J. P. *Kass*, Eigentümer zu Mertzig, ergänzendes Mitglied.

Canton Echternach.

H. Peter *Lenery*, Landwirt zu Bittig, Präsident; Joh. *Kinnen*, Eigentümer zu Rippig, und Nikolaus *Leonardy*, Eigentümer zu Dickweiler, Mitglieder; Michel *Brunzen*, Eigentümer zu Echternach, ergänzendes Mitglied.

Canton Esch. d. Uz.

H. *Diederich*, Landwirt zu Bergem, Präsident; Louis *Gouillon*, Eigentümer zu Livingen, und Em. *Hoos*, Eigentümer zu Ehlange, Mitglieder; Joh. *Weber*, Sohn, Bäcker zu Limpach, ergänzendes Mitglied.

Canton Grevenmacher.

H. Viktor *Büh*, Landwirt zu Godbringen, Präsident; Joh. *Barthel*, Eigentümer zu Munsdorf, Peter *Weis*, Eigentümer zu Wasserbillig, Mitglieder; J. N. *Didier*, Eigentümer zu Rodembourg, ergänzendes Mitglied.

Canton Luxembourg.

H. J. B. *Weiker*, Landwirt zu Sandweiler, Präsident; Em. *Kayser*, Eigentümer zu Oetrange, und J. N. *Eruet*, Eigentümer zu Hamm, Mitglieder; Viet. *Bos*, Eigentümer zu Medingen, ergänzendes Mitglied.

Canton Mersch.

H. Emil *Erpelding*, Landwirt zu Tuntange, Präsident; Alb. *Souviqnier*, Ei-

Bissen, et Léon *Schintgen*, propriétaire à Asselscheuer, membres; Camille *Fischbach*, agriculteur à Tuntange, membre suppléant.

Canton de Redange.

MM. Nic. *Jacques*, agriculteur à Wahl, président; Jacques *Dondelinger*, propriétaire à Saëul, et Alph. *Ketter*, propriétaire à Schwebach, membres; Mich. *Glesener*, propriétaire à Grosbous, membre suppléant.

Canton de Remich.

MM. Jacques *Mara*, agriculteur à Mondorf, président; Fr. *Kow-Schumacher*, propriétaire à Elvange, et Jean *Greibeldinger*, propriétaire à Bech-Kleinmacher, membres; Jos. *Nennig*, propriétaire à Buchholzerhof, membre suppléant.

Canton de Wiltz.

MM. J.-P. *Derneden*, agriculteur à Baschleiden, président; Éd. *Hames*, propriétaire à Kautenbach, et Mich. *Arend*, propriétaire à Noertrange, membres; Pierre *Lutgen*, propriétaire à Eschdorf, membre suppléant.

Art. 2. Le vétérinaire du Gouvernement du canton, qui est adjoint à la commission avec voix consultative, remplira les fonctions de secrétaire.

Art. 3. Les sommes suivantes sont allouées aux communes respectives pour être distribuées par les commissions cantonales d'examen, à titre de primes de concours, en faveur des plus beaux taureaux et des plus beaux verrats admis pour la saillie des animaux d'autrui pendant l'année courante, et les commissions opéreront dans chaque commune aux jours indiqués dans la dernière colonne du relevé ci-après:

gentümer zu Bissen, und Leo *Schintgen*, Eigentümer zu Asselscheuer, Mitglieder; Camille *Fischbach*, Landwirt zu Tuntingen, ergänzendes Mitglied.

Canton Medingen.

M. H. M. *Jacques*, Landwirt zu Wahl, Präsident; J. *Dondelinger*, Eigentümer zu Säul, und Alph. *Ketter*, Eigentümer zu Schwebach, Mitglieder; Mich. *Glesener*, Eigentümer zu Grosbous, ergänzendes Mitglied.

Canton Remich.

M. H. *Jakob Marx*, Landwirt zu Mondorf, Präsident; Fr. *Kow-Schumacher*, Eigentümer zu Elvange, und Joh. *Greibeldinger*, Eigentümer zu Bech-Kleinmacher, Mitglieder; Jos. *Nennig*, Eigentümer zu Buchholzerhof, ergänzendes Mitglied.

Canton Wiltz.

M. H. J. P. *Derneden*, Landwirt zu Baschleiden, Präsident. Ed. *Hames*, Eigentümer zu Kautenbach, und Mich. *Arend*, Eigentümer zu Noertrange, Mitglieder; Peter *Lutgen*, Eigentümer zu Eschdorf, ergänzendes Mitglied.

Art. 2. Der kantonale Staatskierarzt, welcher der Kommission mit beratender Stimme zugehört ist, fungiert als Sekretär.

Art. 3. Nachstehende Summen sind den resp. Gemeinden bewilligt, um durch die kantonale Kommissionen als Konkurrenzprämien für die schönsten während des laufenden Jahres zur Befruchtung fremder Tiere angenommenen Stiere und Eber zuerkannt zu werden, und sollen die Kommissionen in jeder Gemeinde an den in der letzten Spalte nachfolgender Tabelle angegebenen Tagen ihr Geschäft wahrnehmen:

Cantons.	Communes.	Primes pour				Jour de l'examen.	Cantons.	Communes.	Primes pour				Jour de l'examen.	
		laureaux.		verrats.					laureaux.		verrats.			
		Nombre des primes à décerner.	Montant de crédit pour chaque commune.	Nombre des primes à décerner.	Montant de crédit pour chaque commune.				Nombre des primes à décerner.	Montant de crédit pour chaque commune.	Nombre des primes à décerner.	Montant de crédit pour chaque commune.		
Capellen	Bascharage.	3	225	3	190	18 avril.	Mersch. . . .	Steinsel.	2	165	2	140	15 avril.	
	Clemency.	3	225	2	140	8 mai.		Strassen	2	165	1	80	22 avril.	
	Dippach.	3	23	3	190	17 avril.		Wallerdange.	2	165	1	80	15 avril.	
	Garnich.	3	225	4	235	15 avril.		Weiler-l.-Four	2	165	3	190	18 avril.	
	Hobscheid.	2	165	2	140	27 avril.		Clervaux	Berg.	2	165	1	80	27 avril.
	Kehlen.	1	275	5	280	1 ^{er} mai.			Bissen.	2	165	1	140	4 mai.
	Körich.	3	225	4	235	21 avril.			Bovange-s.-A.	3	225	2	140	24 avril.
	Kopstal.	2	165	1	80	6 mai.			Fischbach.	2	165	2	140	22 avril.
	Mamer.	4	275	4	235	29 avril.			Heffingen.	2	165	2	140	20 avril.
	Septfontaines.	2	165	2	140	1 mai.			Larochette.	2	165	1	80	11 mai.
Steinfort.	2	165	2	140	22 avril.	Lintgen.	2		165	2	140	15 avril.		
Esch-s.-Alz. . .	Bettembourg.	3	225	2	140	16 avril.	Lorentzweiler		2	165	2	140	8 mai.	
	Differdange.	3	225	1	80	16 avril.	Mersch.		1	275	4	235	25 avril.	
	Dudelange.	3	225	3	190	17 avril.	Nommern.		3	225	2	140	17 avril.	
	Esches. Alz.	2	165	1	80	6 mai.	Tuntingen.	2	165	2	140	13 avril.		
	Frisange.	3	225	3	190	18 avril.	Diekirch.	Asselborn.	1	275	1	235	11 avril.	
	Kayl.	2	165	2	140	22 avril.		Bovange.	1	275	5	280	10 avril.	
	Laudelange.	2	165	2	140	23 avril.		Clervaux.	3	225	2	140	2 mai.	
	Mondercange.	3	225	3	190	21 avril.		Consthum.	2	165	1	80	22 avril.	
	Pétange.	2	165	1	80	29 avril.		Hachiville.	3	225	3	190	18 avril.	
	Reckange.	3	225	4	235	30 avril.		Heinerscheid.	4	275	3	190	23 avril.	
	Roeser.	3	225	4	235	1 ^{er} mai.		Hosingen.	4	275	2	140	23 avril.	
	Rumelange.	1	90	1	80	22 avril.		Munshausen.	3	225	2	140	1 ^{er} mai.	
	Saenem.	4	275	3	190	2 mai.		Putscheid.	3	225	2	140	6 mai.	
	Schifflange.	2	165	1	80	6 mai.		Troisvierges.	1	275	2	280	25 avril.	
* Luxembourg.	Bertrange.	3	225	2	140	22 avril.		Weiswampach.	4	275	4	235	16 avril.	
	Contern.	3	225	4	235	18 avril.		Bastendorf.	3	225	2	140	10 mai.	
	Eich.	3	225	1	80	15 avril.			Bettendorf.	4	275	3	190	8 mai.
	Hamm.	2	165	1	80	18 avril.			Bourscheid.	4	275	3	190	22 mai.
	Hesperange.	1	275	1	235	24 avril.	Diekirch.		2	165	1	80	10 mai.	
	Hollerich.	3	225	1	80	1 mai.	Ermsdorf.		3	225	3	190	8 mai.	
	Niederanven.	3	225	5	280	25 avril.	Erpeldange.		3	225	2	140	17 mai.	
	Rollingergrund	1	90	1	80	22 avril.	Ettelbruck.		2	165	1	80	15 mai.	
	Sandweiler.	2	165	2	140	25 avril.	Feulen.		3	225	2	140	26 avril.	
	Schuttrange.	3	225	3	190	25 avril.								

Redange	Fouhren.	3	225	2	140	27 avril.	Echternach	Wilwerwiltz.	2	165	1	80	30 avril.	
	Hoscheid.	2	165	1	80	24 mai.		Winseler.	3	225	2	140	10 mai.	
	Medernach.	2	165	2	140	1 ^{er} mai.		Beaufort.	3	225	1	80	22 avril.	
	Mertzig.	2	165	1	80	26 avril.		Bech.	3	225	3	190	23 avril.	
	Reisdorf.	2	165	2	120	8 mai.		Berdorf.	3	225	2	140	24 avril.	
	Schieren.	2	165	1	80	15 mai.		Cousdorf.	3	225	3	190	29 avril.	
	Vianden.	2	165	1	80	27 avril.		Echternach.	2	165	1	80	27 avril.	
	Arsdorf.	2	165	1	80	2 mai.		Mompach.	3	225	2	140	30 avril.	
	Beckerich.	4	275	4	235	25 avril.		Rosport.	1	275	3	190	1 ^{er} mai.	
	Bettborn.	3	225	2	140	16 avril.		Waldbillig.	3	225	3	190	1 mai.	
	Bigonville.	2	165	2	240	6 mai.		Grevenmacher	Betzdorf.	3	225	3	190	1 ^{er} mai.
	Ell.	3	225	2	140	13 avril.			Biver.	3	225	3	190	2 mai.
	Folschette.	3	225	2	140	29 avril.			Flaxweiler.	4	275	4	235	3 mai.
	Grosbous.	2	165	2	140	18 avril.			Grevenmacher	2	165	5	80	10 mai.
	Perlé.	3	225	2	140	8 mai.			Junglinster.	4	275	1	280	4 mai.
	Redange.	4	275	3	190	13 mai.			Manternach.	4	275	3	190	6 mai.
	Saeul.	2	165	2	140	22 avril.			Merttert.	2	165	2	140	8 mai.
Useldange.	3	225	2	140	22 avril.	Rodenbourg.	3		225	3	190	11 mai.		
Vichten.	2	165	1	80	18 avril.	Wormeldange.	3		225	1	80	14 mai.		
Wahl.	3	225	2	140	16 avril.	Remich	Bous.		2	165	3	190	10 avril.	
Wiltz	Boulaide.	3	225	2	140		8 mai.	Burmerange.	2	165	2	140	16 avril.	
	Esch-s.-Sûre.	1	90	1	80		19 avril.	Dalheim.	3	225	4	235	19 avril.	
	Eschweiler.	2	165	2	140		23 avril.	Lenningen.	3	225	2	140	13 avril.	
	Groisdorf.	3	225	2	140		19 avril.	Moudorf-l.-B.	2	165	2	140	22 avril.	
	Harlange.	2	165	1	80		8 mai.	Remerschen.	2	165	2	140	16 avril.	
	Heiderscheid.	4	275	2	110		16 avril.	Remich.	1	90	1	80	27 avril.	
	Kautenbach.	2	165	1	80		30 avril.	Stadtbredimus	2	165	1	80	13 avril.	
	Mecher.	3	225	2	140		26 avril.	Waldbredimus	2	165	3	190	10 avril.	
	Neunhausen.	2	165	1	80		20 avril.	Wellenstein.	3	225	1	80	27 avril.	
	Oberwampach	3	225	3	190	3 mai.								
Wiltz.	2	165	1	80	10 mai.									

Art. 4. Les montants des primes de concours à décerner en faveur des plus beaux taureaux et verrats sont fixés comme suit :

1^o *Taureaux*: une 1^{re} prime de 90 fr.; une 2^e prime de 75 fr.; une 3^e prime de 60 fr.; une 4^e prime de 50 fr.

2^o *Verrats*: une 1^{re} prime de 80 fr.; une 2^e prime de 60 fr.; une 3^e prime de 50 fr.; une 4^e prime de 45 fr.; une 5^e prime de 45 fr.

Art. 5. Il pourra être alloué dans chaque

Art. 4. Die Beträge der für die schönsten Stiere und Eber zur Verteilung kommenden Kontoursprämien sind festgesetzt wie folgt:

1. *Stiere*: eine 1. Prämie von 90 Fr.; eine 2. Prämie von 75 Fr.; eine 3. Prämie von 60 Fr.; eine 4. Prämie von 50 Fr.

2. *Eber*: eine 1. Prämie von 80 Fr.; eine 2. Prämie von 60 Fr.; eine 3. Prämie von 50 Fr.; eine 4. Prämie von 45 Fr.; eine 5. Prämie von 45 Fr.

Art. 5. In jeder Gemeinde kann für den

commune au plus beau taureau ayant déjà servi pendant au moins une année à la monte des vaches d'autrui, une prime de *conservation* de 75 fr. pour le cas où le détenteur s'engage à le faire servir au même but pendant une année entière à compter du jour de l'allocation de la prime.

La prime de conservation sera cumulée avec une prime de concours.

Art. 6. En outre il pourra être alloué à chaque commune une somme de 55 fr. pour être distribuée par les commissions cantonales d'examen, à titre de subsides en faveur des plus beaux boucs et des meilleures chèvres.

Ce crédit pourra servir à l'allocation de:
a) 2 subsides pour boucs de 15 et resp. de 10 fr.;
b) 3 subsides pour chèvres de 12,50 resp. 10 et 7,50 fr.

Art. 7. Lorsque la commission d'examen reconnaît que parmi les reproducteurs admis à la saillie dans une commune il n'y a pas de sujet remarquable par ses qualités propres à l'amélioration de la race pour mériter une récompense, elle décidera qu'il ne sera pas décerné de primes, soit pour les taureaux, soit pour les verrats.

Art. 8. A la réception du présent arrêté, les conseils communaux seront convoqués pour fixer la somme qu'ils entendent allouer sur les fonds de la commune en général, pour être distribuée à titre de primes supplémentaires. Ces primes doivent être cumulées avec celles décernées sur les fonds de l'Etat. (Art. 18 du règlement.)

Art. 9. Lors de l'arrivée de la commission dans la commune, le bourgmestre remettra, le cas échéant, au secrétaire la copie de la délibération par laquelle le conseil communal a alloué un crédit pour primes.

Art. 10. Les administrations communales

schönsten Zuchtstier, der wenigstens ein Jahr zum Decken fremder Kühe verwandt wurde, eine Weibehaltungsprämie von 75 Fr. zuerkannt werden, falls der Besitzer sich verpflichtet, denselben noch ein weiteres Jahr vom Tage der Prämienverteilung ab, zur Zucht zu verwenden.

Die Weibehaltungsprämie ist mit einer Konkurrenzprämie zu häufen.

Art. 6. Außerdem kann jeder Gemeinde eine Summe von 55 Fr. bewilligt werden, die von der zuständigen Kantonalcommission als Subsid für die schönsten Böcke und Ziegen verteilt werden soll.

Dieser Kredit kann zur Verteilung dienen von:
a) 2 Subsidien für Böcke, von je 15 und 10 Fr.;
b) 3 Subsidien für Ziegen, von 12,50 resp. 10 und 7,50 Fr.

Art. 7. Wenn die Schaucommission erkennt, daß unter den zum Bespringen in einer Gemeinde angenommenen Zuchtstieren sich keines durch seine die Veredelung fördernden Eigenschaften hinreichend auszeichnet, um prämiert zu werden, so beschließt sie, daß keine Prämie, sei es für Stiere oder Eber, zuerkannt wird.

Art. 8. Bei Empfang dieses Beschlusses werden die Gemeinderäte zusammentreten, um die Summe zu bestimmen, die noch außerdem aus den Mitteln der Gemeinde im allgemeinen zur Bewilligung von Zusatzprämien bereitgestellt werden soll. Diese Zusatzprämien müssen mit den Staatsprämien verbunden werden. (Art. 18 des Reglementes.)

Art. 9. Bei Ankunft der Kommission in der Gemeinde wird der Burgermeister dem Sekretär der Kommission eine Abschrift der etwaigen Beratung einbringen, durch die der Gemeinderat einen Kredit zu Prämien bewilligt hat.

Art. 10. Die Gemeindeverwaltung hat der

mettront à la disposition de la commission d'examen un local approprié (maison communale, salle de réunion du comice agricole etc.) ainsi que de l'eau, du savon et une serviette pour nettoyer les mains et les instruments.

Art. 11. La commission d'examen ne peut commencer ses opérations que si tous les reproducteurs présentés sont numérotés par les soins de l'administration communale (art. 6 du règlement).

Afin de faciliter l'application des marques d'identité, l'administration communale mettra un aide à la disposition du vétérinaire.

Art. 12. Les propriétaires de taureaux et verrats doivent présenter aux concours communaux de l'année courante, les reproducteurs auxquels il a été alloué une prime en 1917. Ils présenteront également à la commission les certificats de saillie, afin de visa.

Art. 13. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 mars 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Arrêté du 27 mars 1918, portant modification de l'arrêté ministériel du 29 janvier 1918, sur le prix maximum de vente et le régime des vins de la récolte de 1917, retenus par l'Etat pour la consommation indigène.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 1918 sur le prix maximum de vente et le régime des vins de la récolte de 1917 retenus par l'Etat pour la consommation indigène;

Schantkommission für ihre Beratungen ein geeignetes Lokal (Gemeindelokal, Versammlungslokal des Ackerbauvereins u. dgl.) nebst Wasser, Seife, und Handtuch zum Reinigen der Hände und Instrumente zur Verfügung zu stellen.

Art. 11. Die Operationen der Schantkommission können erst beginnen, nachdem sämtliche vorgesehnten Tiere durch die Gemeindeverwaltung mit Nummern versehen sind. (Art. 6 des Reglements.)

Zwecks Hilfeleistung beim Einziehen der Ohrmarken hat die Gemeindeverwaltung dem Tierarzte einen geeigneten Mann zur Verfügung zu stellen.

Art. 12. Die Eigentümer von Stieren und Ebern müssen auf dem diesjährigen Gemeindefest diejenigen Zuchttiere, für die im Jahre 1917 eine Prämie bewilligt worden ist, vorführen. Ebenso haben dieselben die Beschilderscheine der Kommission zur Veranschaulichung vorzulegen.

Art. 13. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 22. März 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.*

Beschluß vom 27. März 1918, betreffend Abänderung des Ministerialbeschlusses vom 29. Januar 1918, über den Höchstpreis und das Regim des Weines der Ernte 1917, der vom Staate für den Inlandsverbrauch zurückbehalten worden ist.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Ministerialbeschlusses vom 29. Januar 1918, über den Höchstpreis und das Regim des Weines der Ernte 1917, der vom Staate für den Inlandsverbrauch zurückbehalten worden ist;

Vu l'art. 3, al. 4 de cet arrêté, fixant au 1^{er} avril 1918 la date à laquelle les consommateurs devront avoir pris possession du vin retenu;

Arrête:

Art. 1^{er}. La date à laquelle les consommateurs devront avoir pris possession du vin retenu pour eux auprès des vigneron est prorogée jusqu'au 15 avril 1918.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 mars 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Avis. - - Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 27 courant, l'association syndicale pour l'établissement d'un chemin d'exploitation aux lieux dits « Klangberg », « In der Grof », à Stoltzembourg, dans la commune de Putscheid, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Putscheid.

Luxembourg, le 27 mars 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Avis. - - Règlement communal.

En séance du 12 janvier 1918, le conseil communal de Rollingergrund a édicté un règlement de police sur la sécurité publique durant la guerre. - Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 23 mars 1918.

*Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.*

Nach Einsicht des Art. 3 Absatz 4 dieses Beschlusses, wodurch die Abnahmefrist des zurückbehaltenen Weines für den Verbraucher auf den 1. April 1918 festgesetzt wird;

Beschließt:

Art. 1. Die Abnahmefrist, innerhalb welcher die Verbraucher den für sie bei den Winzern zurückbehaltenen Wein in Empfang genöthigen haben müssen, ist bis zum 15. April 1918 verlängert.

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 27. März 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. F a b e r.*

Bekanntmachung. - Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 27. März 1918 ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges, Erde genannt „Klangberg“, „In der Grof“, zu Stoltzembourg, Gemeinde Putscheid, ermächtigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaktes sind in der Regierung und dem Gemeindefekretariate von Putscheid hinterlegt.

Luxemburg, den 27. März 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. F a b e r.*

Bekanntmachung. - Gemeindefreglement.

In der Sitzung vom 12. Januar 1918 hat der Gemeinderat von Rollingergrund ein Polizeireglement über die öffentliche Sicherheit während des Krieges erlassen. - Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 23. März 1918.

*Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.*

Avis. — Règlement communal.

En séance du 9 décembre 1917, le conseil communal de Kehlen a édicté un règlement de police concernant l'exploitation et la surveillance des conduites d'eau de la commune de Kehlen. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 23 mars 1918.

Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN

Avis. — Règlement communal.

Dans leurs séances des 22 et resp. 27 janvier 1918, les conseils communaux de Junglinster et de Schifflange ont édicté des règlements décrétant de nouvelles taxes de corbillard dans ces communes. — Ces règlements ont été dûment approuvés et publiés.

Luxembourg, le 26 mars 1918.

Le Directeur général de l'intérieur
M. KOHN.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, M. Henri Meyers, cultivateur à Boulaide, a été nommé échevin de la commune de Boulaide.

Luxembourg, le 21 mars 1918.

Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 18 courant, l'association syndicale pour l'établissement de chemins d'exploitation « Gewäntgen », « Frenzelsbach » à Remich, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'asso-

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

Zu seiner Sitzung vom 9. Dezember 1917 hat der Gemeinderat von Kehlen ein Polizeireglement betreffend den Betrieb und die Überwachung der Wasserversorgungen der Gemeinde Kehlen erlassen. — Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 23. März 1918.

Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

Zu Ihren Sitzungen vom 22., bezw. 27. Januar 1918 haben die Gemeinderäte von Junglinster und Schiffingen Reglemente über neue Leichentransportgebühren in diesen Gemeinden erlassen. — Diese Reglemente sind vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 26. März 1918.

Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist H. Heinrich Meyers, Landwirt zu Hausleiden, zum Schöffen der Gemeinde Hausleiden ernannt worden.

Luxemburg, den 21. März 1918.

Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 18. März 1918 ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges „Gewäntgen“, „Frenzelsbach“ zu Remich, ermächtigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Ge-

ciation sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Remich.

Luxembourg, le 18 mars 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 18 avril au 2 mai 1918, dans la commune de Lintgen une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement d'un fossé d'assainissement aux lieux-dits « Geisselt », « In Krommert » à Lintgen.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Lintgen à partir du 18 avril prochain.

M. E. *Erpelding*, membre de la Commission d'agriculture à Tuntange, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le jeudi, 2 mai prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la nouvelle salle communale à Lintgen.

Luxembourg, le 23 mars 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Avis. — Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour les modifications reproduites ci-après, apportées aux statuts de la *Caisse régionale de maladie à Remich*, par décision de l'assemblée générale du 17 mars 1918, ont été approuvées:

noffenschaftsakt es sind in der Regierung und dem Gemeindefekretariate von Remich hinterlegt."

Luxemburg, den 18. März 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 18. April auf den 2. Mai 1918, in der Gemeinde Lintgen eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage eines Entwässerungsgrabens, Orte genannt „Geißelt“, „In Krommert“, zu Lintgen.

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftsakt es sind auf dem Gemeindefekretariat von Lintgen vom 18. April künftighin ab, hinterlegt.

Hr. E. *Erpelding*, Mitglied der Ackerbaukommission zu Lintgen, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten am Donnerstag, den 2. Mai 1918, von 9—11 Uhr morgens an Ort und Stelle geben und am selben Tage von 2—4 Uhr nachmittags etwaige Einsprüche im neuen Gemeindefaule entgegennehmen.

Luxemburg, den 23. März 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.*

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind nachstehende, durch die Generalversammlung vom 17. März 1918 am Statut der „Bezirkskrankenklasse zu Remich“ vorgenommene Änderungen genehmigt worden:

Art. 12. Als Maßstab für die Bemessung des Krankengeldes werden die Kassenmitglieder in fünf Klassen eingeteilt:

1. Klasse: Mitglieder, deren Arbeitsverdienst für der Arbeitstag Fr. 9,00 und mehr beträgt;
2. Klasse: Mitglieder, deren Arbeitsverdienst für der Arbeitstag Fr. 7,00 bis Fr. 8,99 beträgt;
3. Klasse: Mitglieder, deren Arbeitsverdienst für der Arbeitstag Fr. 5,00 bis Fr. 6,99 beträgt;
4. Klasse: Mitglieder, deren Arbeitsverdienst für der Arbeitstag Fr. 3,00 bis Fr. 4,99 beträgt;
5. Klasse: Mitglieder, deren Arbeitsverdienst für der Arbeitstag Fr. 2,00 und weniger beträgt.

Der durchschnittliche Tagelohn ist bis auf weiteres festgesetzt:

Für die 1. Klasse auf.....	Fr. 10.00
Für die 2. Klasse auf.....	Fr. 8.00
Für die 3. Klasse auf.....	Fr. 6.00
Für die 4. Klasse auf.....	Fr. 4.00
Für die 5. Klasse auf.....	Fr. 2.00

Art. 13. 3. Das Krankengeld ist festgesetzt wie folgt:

a) für Mitglieder der 1. Klasse, von.....	Fr. 5.00
b) für Mitglieder der 2. Klasse, von	Fr. 4.00
c) für Mitglieder der 3. Klasse, von	Fr. 3.00
d) für Mitglieder der 4. Klasse, von.....	Fr. 2.00
e) für Mitglieder der 5. Klasse, von	Fr. 1.00

Art. 20. Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des durchschnittlichen Tagelohnes und zwar:

1. Für Mitglieder der 1. Klasse von.....	Fr. 120
2. Für Mitglieder der 2. Klasse von.....	Fr. 120
3. Für Mitglieder der 3. Klasse von.....	Fr. 120
4. Für Mitglieder der 4. Klasse von.....	Fr. 80
5. Für Mitglieder der 5. Klasse von.....	Fr. 60

Art. 29. Das in Gemäßheit des Art. 29 zu leistende Eintrittsgeld beträgt für die 1. Klasse Fr. 3,75, für die 2. und 3. Klasse Fr. 3,00, für die 4. Klasse 2, und für die 5. Klasse Fr. 1,50.

Art. 30. Die wöchentlichen Kassenbeiträge betragen:

1. für die 1. Klasse Fr. 1,20 für das Mitglied, und Fr. 0,60 für den Arbeitgeber;
2. für die 2. Klasse Fr. 0,96 für das Mitglied und Fr. 0,48 für den Arbeitgeber;
3. für die 3. Klasse Fr. 0,72 für das Mitglied, und Fr. 0,36 für den Arbeitgeber;
4. für die 4. Klasse Fr. 0,48 für das Mitglied, und Fr. 0,24 für den Arbeitgeber;
5. für die 5. Klasse Fr. 0,24 für das Mitglied, und Fr. 0,12 für den Arbeitgeber.

Luxemburg, le 25 mars 1918.

Luxemburg, den 25. März 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
L. KAUFFMAN.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*
L. Kauffman.

**Zollwesen. — Bekanntmachung betreffend die Abänderung der Kohlensteuer-
Ausführungsbestimmungen.**

Die §§ 12 und 20 der Kohlensteuer-Ausführungsbestimmungen nebst der Anlage dazu (Bekanntmachung vom 28. Juli 1917, „Memorial“, Seite 1127 und 1139) sind aufgehoben.

Luxemburg, den 25. März 1918.

Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Avis. — Approvisionnement en pain.

A partir du 1^{er} avril 1918, l'Office d'achat et de répartition cédera la farine aux communes au prix de 40 fr. les 100 kg.

Les administrations communales sont autorisées à majorer ce prix de 2 fr. au plus par 100 kg. pour frais accessoires.

De diverses régions du pays les plaintes ne cessent d'affluer au Gouvernement sur la mauvaise qualité du pain fabriqué par certains boulangers, bien qu'il soit démontré tant par de nombreuses analyses que par les produits obtenus par les boulangers entendus et consciencieux, que la farine est de bonne qualité et parfaitement apte à la panification.

Si donc le pain laisse parfois à désirer, le fait est uniquement imputable à la négligence ou même à la mauvaise volonté des boulangers en cause. Le Gouvernement est en droit de s'attendre à ce que les plaintes viennent à cesser. Les administrations communales sont invitées, dans l'intérêt de leurs administrés, à renforcer le contrôle des boulangers; le Gouvernement avisera également à une surveillance sévère et incessante. Les boulangers qui seront trouvés fabriquer du pain de qualité mauvaise, devront être exclus des attributions de farine, sans préjudice des peines judiciaires et des rigueurs administratives encourues en cas d'infraction aux lois ou règlements.

Luxembourg, le 29 mars 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

J. FABER.

Société anonyme des Briqueteries de Mersch.

Conformément aux art. 23 et 24 des statuts, MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le 14 avril prochain, à 4 heures de l'après-midi, au siège social à Beringen-lès-Mersch.

ORDRE DU JOUR:

Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1917;
Rapport du conseil de surveillance;

Bekanntmachung. — Brotversorgung.

Ab 1. April 1918 gibt die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale das Mehl an die Gemeinden zum Preise von 40 Fr. pro Doppelzentner ab.

Die Gemeindeverwaltungen sind ermächtigt, zur Deckung aller Nebenkosten, diesen Preis um höchstens 2 Fr. pro Doppelzentner zu erhöhen.

Aus verschiedenen Gegenden des Landes laufen fortwährend bei der Regierung Klagen über die schlechte Qualität des von einzelnen Bäckern hergestellten Brotes ein, obgleich sowohl durch zahlreiche Analysen als auch durch die von geschickten und gewissenhaften Bäckern erzielten Produkte erwiesen ist, daß das Mehl von guter Qualität und durchaus backfähig ist.

Wenn demnach das Brot bisweilen zu wünschen übrig läßt, so ist die Tatsache einzig und allein der Nachlässigkeit oder gar dem schlechten Willen der betreffenden Bäcker zuzuschreiben. Die Regierung gibt sich der berechtigten Erwartung hin, daß diese Klagen verstummen werden. Die Gemeindeverwaltungen sind ersucht, im Interesse der Gemeindeangehörigen die Kontrolle der Bäckereien zu verstärken; die Regierung wird desgleichen auf eine strenge und unablässige Überwachung bedacht sein. Bäcker, die künftighin schlechtes Brot herstellen, müssen von den Mehlszuweisungen ausgeschlossen werden, unbeschadet der wegen Zuwiderhandlung gegen die Gesetze oder reglementarischen Bestimmungen verwirkten gerichtlichen Strafen und Verwaltungsmaßnahmen.

Luxemburg, den 29. März 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,*

J. F a b e r.

Présentation et approbation du bilan de l'exercice 1917;
Indemnité à allouer aux administrateurs et commissaires;
Répartition des bénéfices;
Tirage au sort d'actions;
Élection pour les conseils d'administration et de surveillance.

N. B. Conformément à l'art. 27 des statuts, les porteurs d'actions, pour pouvoir assister à l'assemblée, devront déposer leurs titres au siège social cinq jours au moins avant l'assemblée générale.

Berlingen-lez-Mersch, le 21 mars 1918.

Le Directeur, Émile Schollen.

EXTRAIT du procès-verbal de la 148^e séance du Conseil d'administration de la société anonyme des chemins de fer luxembourgeois, dont le siège est à Luxembourg.

Art. 5 de l'ordre du jour du 22 mars 1918: *Nomination d'un administrateur délégué, pouvoirs à lui conférer et indemnité à allouer.*

Le Conseil d'administration délègue un de ses membres avec pleins pouvoirs pour exercer la surveillance et la direction supérieures de l'exploitation de tout le réseau; tous les services et tout le personnel, sans exception, sont placés sous les ordres de l'administrateur délégué.

Toutes les affaires ou questions sortant du cadre d'une exploitation normale ou régulière, restent réservées à la compétence du conseil d'administration.

L'administrateur délégué signera et contresignera les pièces et les documents qu'il jugera utile de munir de sa signature pour autant que ces pièces ou documents concernent des affaires de sa compétence.

M. l'administrateur Clemang est nommé délégué jusqu'à l'expiration de son mandat d'administrateur, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mai 1919.

Pour extrait conforme,

Le Président du Conseil d'administration, Michel Neuman.

Luxembourg, le 25 mars 1918.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1918, vol. 158, folio 28, case 7. · Recu deux francs. · Le Receveur: (signé) Alzin.

(20 lignes.) Déposé au greffe du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, le 26 mars 1918.

Avis. — Jury d'examen.

L'examen écrit de M. Charles *Houdremont* d'Esch-s.-Alz., récipiendaire pour la candidature en médecine, qui avait été fixé au lundi, 11 mars 1918, suivant avis du 2 mars dernier, publié au N^o 13 du *Mémorial* de l'année courante, aura lieu, le jeudi, 4 avril prochain, de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de relevée.

Les épreuves orale et pratique, fixées primitivement aux 16, resp. 25 mars, ont été remises au mardi, 9 avril prochain, à 4 heures de relevée.

L'examen écrit de M. Ernest *Drussel* d'Echternach, récipiendaire pour le doctorat en accouchement, est fixé au vendredi, 3 mai 1918,

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die schriftliche Prüfung des Hrn. Karl *Von dremont*, aus Esch a. d. Alz., Rezipiend für die Kandidatur der Medizin, die gemäß Bekanntmachung vom 2. März letztthin in Nr. 13 des „Memorials“ vom laufenden Jahre, auf Montag, den 11. März 1918 festgesetzt war, findet am Donnerstag, den 4. April künftigh, von 9 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags statt.

Die mündlichen und praktischen Prüfungen, die vorerst auf den 16., bezw. 25. März anberaumt waren, sind auf Dienstag, den 9. April künftigh, um 4 Uhr nachmittags verlegt worden.

Die schriftliche Prüfung des Hrn. Ernst *Drüffel* aus Echternach, Rezipiend für das Doktorat der Geburtshilfe, ist auf Freitag, den

3	Mamer.	Mamer.	Construction de nouvelles latrines d'école.....	250
4	Stemfort.	Hagen.	Reconstruction du lavoir public	200
5	Bettembourg.	Abweiler.	Établissement de revers pavés	150
		Bettembourg.....	Établissement de deux cimetières.....	500
		Iluncherange-Nœrtzange-Fennange.		
6	Differdange.	Niedercorn.	Construction de latrines près de l'école	200
		Commune en génér.	Établissement d'un nouveau cimetière.....	1000
			Acquisition de matériel pour le nettoyage des canalisations.....	250
7	Dudelange.	Dudelange.	Agrandissement du cimetière	1000
		id.	Construction de nouvelles latrines d'école.....	500
8	Esch-s.-Alz.	Esch-s.-Alz.	Construction de vespasiennes au parc public	250
		id.	Installations sanitaires à l'école de la Grand'rue	1000
9	Kayl.	Tétange.	Construction d'un lavoir public	300
10	Leudelange.	Leudelange.	Construction de latrines d'école.....	300
11	Pétange.	Rodange.	id.	750
12	Rockange.	Limpach.	Construction d'un lavoir public	200
13	Rumelange.	Rumelange.	Construction d'un abattoir.....	1000
		id.	Réparation à la conduite d'eau.....	350
14	Schifflange.	Schifflange.	Agrandissement du cimetière	500
15	Eich.	Eich.	Construction de latrines près de l'école de Beggen....	200
		id.	Construction de latrines près de l'école de Weimerskirch	500
16	Hesperange.	Fentange.	Canalisation au « Fentinger Eck »	200
17	Hollerich.	Hollerich.	Construction de latrines près de l'école de Bonnevoie.	500
		Commune en génér.	Établissement d'une installation frigorifique à l'abattoir	700
		id.	Établissement d'un four d'incinération à l'abattoir....	200
		Merl.	Établissement d'un nouveau cimetière (acquisition de terrain)	600
18	Strassen.	Strassen.	Agrandissement du cimetière	300
19	Bissen.	Bissen.	Établissement d'un nouveau cimetière.....	600
20	Heffingen.	Scherfenhof.	Construction d'une conduite d'eau.....	500
21	Lorentzweiler.	Lorentzweiler.	Construction de latrines d'école.....	200
<i>• District de Diekirch.</i>				
22	Asselborn.	Biwisch.	Construction d'une conduite d'eau.....	1000
		Stockem.	id.	500
23	Bœvange (Clervaux)	Hambiville.	Établissement d'un nouveau cimetière.....	500
24	Clervaux.	Eselborn.	Construction d'une conduite d'eau.....	1000
		Reuler	id.	1000
25	Hachiville.	Hoffelt.	Construction de nouvelles latrines d'école	300
26	Hosingen.	Dorscheid.	Mise en état du lavoir public.....	250
27	Munshausen.	Roder.	Mise en état du lavoir public.....	300
28	Troisvierges.	Troisvierges.	Construction d'une conduite d'eau	1000
29	Diekirch.	Diekirch.	Pavage de la ville	800
		id.	Construction d'une conduite au cimetière	200
		id.	Construction d'une conduite au lieu dit « Hessenfeld ».	400
30	Ettelbruck.	Ettelbruck.	Construction de latrines à l'école agricole	500
31	Medernach.	Medernach.	Construction d'une conduite d'eau à l'Épirtgashof....	400
32	Folschette.	Rambrouch.	Construction de latrines près de l'école des garçons....	500
33	Wiltz.	Wiltz.	Construction de latrines publiques près de l'hôtel de ville	200
		id.	Construction de latrines près de la maison vicariale ..	400
<i>• District de Grevenmacher.</i>				
34	Echternach.	Echternach.	Construction de latrines près de l'école des filles.....	500
35	Waldbillig.	Haller.	Construction d'un lavoir public	200
36	Biwer.	Comm. en général.	Acquisition d'un corbillard	200
37	Flaxweiler.	Niederdonven.	Mise en état du lavoir	100
38	Grevenmacher.	Grevenmacher.	Établissement de bains publics.....	200
39	Bous.	Bous.	Construction d'une conduite d'alimentation au lavoir public	500
40	Mondorf-les-Bauns	Ellange.	Construction d'un lavoir public.....	200

